

# REVUE DE PRESSE 1er-15 juillet 2010

## EUROPE

### La crise a accentué les phénomènes racistes en Europe

Le Point.fr, 8 juillet 2010

La crise économique a provoqué un développement des phénomènes racistes en Europe, estime la Commission européenne contre le racisme et l'intolérance (ECRI) dans son rapport 2009. Cet organe du Conseil de l'Europe souligne l'impact de l'augmentation du chômage.

### La crise aurait accentué les violences racistes

Le Figaro, 8 juillet 2010-07-09

Dans un rapport publié mercredi, la commission contre le racisme du Conseil de l'Europe (ECRI) souligne que la crise économique a contribué indirectement à l'augmentation des « *attitudes xénophobes et intolérantes* » dans les 47 pays membres. Plusieurs tendances sont soulignées : « *racisme anti-noirs* », « *antitsiganisme* », « *hostilité ouverte* » envers les Roms et les gens du voyage, « *perception négatives des musulmans* », « *antisémitisme* ». Vincent Tibérj, chercheur au Centre d'études européennes, émet des réserves sur certaines conclusions du rapport : « *Le racisme ne varie pas en fonction du taux de chômage* », dit-il en expliquant que le niveau de racisme n'a jamais été si bas en France. Tout en déplorant que le débat sur l'identité nationale ait « *stigmatisé l'Islam et les musulmans* » et en affirmant : « *Nous n'avons pas une approche apaisée de l'immigration* ».

\*\*\*\*\*

## Allemagne

### Les enfants Roms menacés d'expulsion

Courrier International, 9 juillet 2010

D'après la Taz, 12 000 Roms vivant en Allemagne, dont 5 000 jeunes et enfants, sont menacés d'expulsion vers le Kosovo depuis un accord en avril entre les deux Etats. Un rapport de l'Unicef pointe la déscolarisation des enfants déjà expulsés et demande l'arrêt immédiat des expulsions.

\*\*\*\*\*

## Danemark

### Les Roms indésirables à Copenhague

Politiken, 6 juillet 2010

Le maire social-démocrate de la capitale danoise a demandé l'aide du gouvernement pour expulser les 200 à 400 Roms qui y vivent. « *La situation est intenable* », affirme-t-il, en arguant de l'augmentation des cambriolages.

\*\*\*\*\*

## **République tchèque**

### **La Tchéquie prend la présidence tournante de la décennie pour l'intégration des Roms**

Radio Praha, 8 juillet 2010

Lancée il y a cinq ans, la décennie des Roms est la première initiative multinationale pour lutter contre l'exclusion, la pauvreté et les discriminations subies par les communautés roms de 12 états européens : République tchèque, Slovaquie, Hongrie, Roumanie, Croatie, Macédoine, Albanie, Bosnie-Herzégovine, Serbie, Bulgarie, Monténégro et Espagne. Elle est soutenue par une pléiade d'organisations internationales, dont la Banque Mondiale et l'Open Society. La République tchèque en a pris, en juillet, la présidence pour 1 an et a défini 5 priorités : intégration en matière d'éducation, amélioration du bien-être et du droit des enfants, meilleure intégration des femmes, image des Roms dans les médias, politiques d'intégrations au niveau local et régional. L'activiste rom Karel Homolek a été désigné ambassadeur de la présidence tchèque de cette initiative. Dès sa nomination, il s'est plaint du peu d'intérêt accordé par les hommes politiques tchèques au problème des communautés roms.

\*\*\*\*\*

## **Suisse**

### **Le nombre des demandes d'asile a baissé entre avril et juin**

Romandie news, 13 juillet 2010

Le nombre de demandes d'asile a légèrement baissé ces trois derniers mois. Le principal pays de provenance est toujours le Nigeria, suivi de l'Ethiopie et de la Serbie. Dans ce dernier cas, la hausse de 118,9% par rapport au premier trimestre est avant tout due à des Roms du sud du pays qui fuient la mauvaise situation économique.

\*\*\*\*\*

## **Genève.**

### **Bienvenue chez les Roms**

La Tribune de Genève, 6 juillet 2010

Sous le titre, « les Roms, citoyens européens sans droits ? », le CODAP invite à un « Café des Libertés » à la Barje, à Genève. Pour aller au-delà des préjugés et des stéréotypes, le débat posera les questions suivantes : Quelle place pour les Roms à Genève ? Comment les accueillir dans le respect des droits fondamentaux ?

### **Les enfants roms reviennent dans la rue**

20 Minutes.ch, 12 juillet 2010

Après les menaces faites par les autorités genevoises d'envoyer les enfants roms sur les bancs de l'école, ceux-ci avaient déserté les rues de Genève. Ils sont de retour. « *L'interdiction de mendicité des enfants tient toujours. S'ils ils étaient surpris en train de faire la manche, ils seraient pris en charge par le Service de protection des mineurs* » explique le département de l'instruction publique.

\*\*\*\*\*

## **FRANCE**

### **Discrimination envers les Roms : condamnation confirmée de l'émission « C dans l'air »**

AFP, 1er juillet 2010

La cour d'appel a confirmé la condamnation de l'ancien PDG de France Télévision, Marc Tessier, ainsi que celle de l'expert Yves-Marie Laulan, le premier à 5 000 € d'amende et le 2ème à 3 000 €, pour provocation à la haine envers les Roms, à la suite de la diffusion en février 2005 sur France 5 d'une émission « C dans l'air », intitulée « Délinquance, la route des Roms ». L'émission était accusée d'avoir fait « *l'amalgame entre les Roms et la délinquance* ».

\*\*\*\*\*

## **Aquitaine**

### **Agglomération bordelaise**

#### **Les Roms ne viendront pas**

Sud-Ouest, 3 juillet 2010

La préfecture de la Gironde renonce à construire 30 logements pour les familles roms issues des squats de l'agglomération, parce l'Etat n'a pas les moyens financiers d'assurer ce projet et son accompagnement social. Soutenus par la députée de la Gironde, Chantal Bourragué, les maires de Mérignac et de Bordeaux-Caudéran pensent que le projet était insuffisamment préparé et manquait de concertation dans un quartier où la mixité sociale est déjà bien affirmée. Les élus et la préfecture étaient soumis à une intense pression des riverains, notamment le syndicat de Bourranville à Mérignac. Mais le renoncement de l'Etat ne règle en rien la situation des Roms qui peuplent les squats de l'agglomération. Dans le cadre de lancement d'une MOUS (Maîtrise d'œuvre urbaine et sociale le Centre d'orientation sociale (COS) de Bordeaux a rencontré une centaine de familles. Dix d'entre elles devraient bénéficier d'un accompagnement social renforcé. D'autres ont fait l'objet d'une reconduite à la frontière. Pour la grand majorité, tout reste à faire.

#### **Bordeaux : des Roms évacués d'un squat**

Europe 1.fr, 7 juillet 2010

La police a évacué une cinquantaine de Roms roumains et bulgares à Floirac. Cette opération est intervenue à la fin de l'année scolaire et les personnes évacuées se sont vues proposer une solution d'hébergement, précise la préfecture. 88 familles (207 personnes) ont été recensées dans l'agglomération par la MOUS mise en place en octobre dernier.

#### **Floirac (33) : le bidonville symbole a été rasé**

Sud Ouest.fr, 8 juillet

Né autour d'une caravane blanche en 2007, le bidonville de la rue Jules Guesde à Floirac a été évacué par la police hier à l'aube et les cabanes qui abritaient encore 28 Roms bulgares ont été détruites par les pelleteuses. A quelques encablures de la mairie et d'un nouveau quartier « ville jardin » c'était un symbole du phénomène migrant. « *Nous venons tous du même quartier de Sofia*, expliquait un de ses derniers habitants. *La vie là-bas est trop difficile, il n'y a pas de travail. En France, c'est un peu mieux pour vivre* ». Pour la mairie de Floirac, « *les conditions de vie dans le campement et de sécurité dedans et autour ne devaient plus durer* ». Jacques, un habitant des immeubles voisins tout neufs, regarde le travail des camions-bennes : « *Il n'y avait pas d'agressivité, juste les feux qui sentaient*

*fort. Quand on démonte le camp, on est surpris, mal à l'aise. Parce qu'on a laissé faire. On est tous plus ou moins de connivence ».*

## **Médecins du Monde dénonce les expulsions de Roms qui compromettent les campagnes de vaccination**

Libération, 9 juillet 2010

Après l'évacuation d'une cinquantaine de roms du squat de Floirac, Médecins du Monde dénonce une « *procédure qui va à l'encontre des mesures de santé publique élémentaires* ». En effet l'association fait face actuellement à une épidémie de rougeole dans les camps de l'agglomération bordelaise. La campagne lancée par MDM, avec la PMI vise à vacciner 250 personnes qui devront bénéficier de deux injections à un mois d'intervalle.

\*\*\*\*\*

## **Alsace**

### **Strasbourg. Le premier Michto festival**

Dernières Nouvelles d'Alsace, 2 juillet 2010

Tout ce week-end, le Michto festival célèbre les musiques et cultures tsiganes au parc de la Citadelle à Strasbourg. Un week-end pour faire tomber les préjugés sur les familles roms, manouches ou gitanes d'Alsace.

\*\*\*\*\*

## **Ile-de-France**

### **Saint-Denis**

#### **Expulsion imminente d'un camp rom**

Métro, 5 juillet 2010

Depuis 10 ans, 150 Roms sont installés sur le terrain du Hanul, un site équipé de toilettes et alimenté en eau, suivant une convention d'occupation avec la communauté d'agglomération Plaine Commune et la ville de Saint-Denis. Ils sont menacés d'expulsion. La préfecture s'appuie sur deux décisions de justice en 2007 et 2010 et précise qu'elle a attendu la fin de l'année scolaire pour que les enfants scolarisés ne soient pas pénalisés.

#### **Le plus vieux camp rom va disparaître**

Le Parisien.fr, 6 juillet 2010

Le camp du Hanul devrait être évacué dès ce matin à l'aube. Le ministre de l'Intérieur, Brice Hortefeux, s'était félicité, en juin, du « *démantèlement de 35 des 59 camps du département* ». « *Le Hanul est le plus vieux quartier rom de France et son occupation a été formalisée par une convention d'occupation, signée par Patrick Braouzec, alors maire de Saint-Denis. Désormais l'Etat ne s'attaque plus seulement aux installations de Roms, mais aussi aux symboles* », explique Samir Mile, de la Voix des Roms. « *Nous avons peur*, confie Ramuna, une jeune maman. *Mes enfants qui sont nés ici sont scolarisés ici. Ma mère, qui est malade, est ici comme toute ma famille. Je ne veux pas rentrer en Roumanie* ».

## **Le plus grand camp de Roms évacué**

Europe 1.fr, 6 juillet 2010

Les policiers ont investi ce matin le campement du Hanul et expulsé les 150 habitants de ce petit village fait de tôles et de bois. Après un début de résistance, l'évacuation s'est faite dans le calme. « *On est mis dehors, les caravanes ont été cassées et les enfants sont en pleurs* » déplore Gary, un jeune homme de 20 ans. Les Roms veulent aller à la mairie qui leur avait installé l'eau et les toilettes pour comprendre. Les associations Parada et la Voix des Roms disent ne pas avoir eu connaissance d'une décision de justice pour une évacuation.

## **Les Roms de Saint-Denis, expulsés, cherchent un autre toit**

La Croix, 7 juillet 2010

Le camp du Hanul connaît, depuis hier matin, le jeu des pelleteuses qui dévorent les cabanes et les caravanes installées par 150 Roms sur ce terrain de Saint-Denis depuis 10 ans. Les Roms se sont assis au milieu du camp, mais ils ont été évacués par les policiers, « *agressés, bousculés* », dit Ramona Goman, une expulsée, soumis à des remarques méprisantes, affirme Hugo Sanchez, qui venait y faire des spectacles. Pour les policiers, l'opération « *s'est plutôt bien passée* ». Depuis 70 personnes se sont installées sur le parvis de la mairie de Saint-Denis. Pour Pierre Chopinaud (La Voix des Roms) si ce camp, qui bénéficiait d'une convention avec la ville et bénéficiait de l'eau et de toilettes, a été démantelé si vite, ce serait lié à la nomination du nouveau préfet Seine-Saint-Denis, Christian Lambert, « *qui a pour mission de faire de l'ordre dans le département* ». La Voix des Roms et Parada comptent porter plainte pour illégalité.

## **Près de 200 Roms de Seine-Saint-Denis toujours en attente de relogement**

Libération, 7 juillet 2010

Ils ont dormi dans leurs camions ou sous un chapiteau de cirque, ils ont tenté, sans succès, d'occuper un autre terrain. Les 150 à 200 Roms expulsés du campement du Hanul cherchent un nouvel endroit pour vivre à Saint-Denis. « *On cherche des solutions heure par heure. Organiser des rassemblements, c'est perdre du temps pour rien. Maintenant il faut frapper plus haut, nous préparons un rapport pour le Conseil de l'Europe* » explique, un brin résignée, Coralie Guillot, de l'association Parada.

## **Le camp rom a été rasé**

Le Parisien.fr, 7 juillet 2010

Le plus vieux bidonville rom d'Ile-de-France a été évacué hier matin à 6h15. « *On s'est retrouvé dehors sans rien*, explique Ramona, 24 ans. *J'avais acheté du lait pour mon bébé. Même ça, je n'ai pas eu le temps de le prendre* ». Une délégation a été reçue à la mairie. « *Une des petites filles a posé aux élus une question toute simple : où vais-je dormir ce soir ? Elle n'a pas eu de réponse* », raconte Coralie Guillot (association Parada). Pour Florence Haye, adjointe au maire (PC) à la sécurité publique, « *les bidonvilles ne sont pas tenables, ni pour les Roms ni pour les habitants* ». Les maires des huit communes de Plaine Commune ont à nouveau écrit au préfet de région pour demander la tenue d'une table ronde régionale interministérielle sur le sujet.

## **Saint-Denis : brève installation de Roms face à la basilique Saint-Denis**

LCI.TF1.fr, 9 juillet 2010

60 à 80 personnes se sont rassemblées jeudi soir face à la basilique Saint-Denis pour y créer un camp de réfugiés après l'expulsion du Hanul. Elles ont été évacuées dans le calme par la police

## **Chasse aux Roms**

Témoignage chrétien, 13 juillet

Après la destruction de leur camp, vieux de plus de dix ans, les Roms du quartier du Hanul à Saint-Denis (93) se cachent en ville. « *Le Hanul avait un statut particulier*, explique Saimir Mile, de la Voix des Roms. *Il y avait des relations amicales, artistiques entre les Roms et les habitants. Les enfants sont scolarisés. C'était un quartier de la ville à part entière* ». Cette destruction montre surtout la volonté de l'Etat de fermer tous les camps roms en Ile-de-France. Après avoir essayé de résister symboliquement à l'expulsion, les Roms et les associations de soutien sont allés s'installer sur le parvis de la Basilique Saint Denis, avant de se faire chasser par les CRS. Ils se sont ensuite dispersés dans la ville. Tamara Lowy, leur avocate, veut contester l'expulsion devant le Tribunal de Grande Instance de Bobigny.

\*\*\*\*\*

## **Aubervilliers, le paradis des Roms**

Youphil, 6 juillet 2010

Situé entre le périphérique parisien et la cité des 4.000 de La Courneuve, le village d'insertion rom d'Aubervilliers qui aligne une quinzaine de logements préfabriqués évoque plutôt un de ces « villages-témoins » des agences immobilières. Quand il a été créé en 2006, l'objectif des pouvoirs publics était d'accompagner des familles capables de « *s'intégrer* ». Argentina travaille comme femme de ménage dans l'hôtel voisin, Elena est employée à la mission locale, mais Adi, le mari d'Argentina, attend toujours du travail. Maintenant qu'ils ont des papiers et un titre de séjour, ils rêvent d'un avenir en France qui commencerait par l'achat d'une maison. Nabil Bendami, travailleur à l'association ALJ93, gestionnaire des lieux, souligne l'investissement collectif de l'Etat, des collectivités locales et des associations. On compte cinq villages de ce type dans la région. « *Ce que l'on traite ici, ce n'est pas l'insertion, mais le problème du bidonville* » explique le chercheur Olivier Legros, qui pense qu'il faudrait d'abord faire sauter les verrous administratifs qui limitent l'accès à l'emploi. Malgré tout, les Roms qui habitent le village disposent de conditions de vie bien meilleures que ceux qui vivent sur des terrains en friche. Un gardiennage a été établi pour « *éviter un appel d'air qui attirait les personnes des bidonvilles* ».

\*\*\*\*\*

## **Roms, la vie devant soi**

Le Monde, 13 juillet 2010-07-13

Cornelius, 18 ans, arrivé à Aubervilliers en 2006, prépare un CAP de miroitier, est ceinture jaune de kung-fu et participe à des spectacles de danse. Dana, 16 ans, est née en France, adore les livres et affirme : « *Une partie de ma vie est française, l'autre est rom. Les deux vont bien ensemble* ». Sunita vit dans un squat de Vitry-sur-Seine infesté de rats, suit les cours de CM2 et veut devenir caissière dans un supermarché « *parce qu'elle aime bien les chiffres* ». Vassile fréquente le collège et veut devenir mécanicien. Ces parcours, à rebours de l'image de la communauté, ne doivent pas faire oublier qu'une infime minorité des enfants roms vivant en France est scolarisée.

\*\*\*\*\*

## **Languedoc-Roussillon**

### **Béziers. Les parents proxénètes condamnés**

Midi Libre, 2 juillet 2010

Un couple de Roms roumains qui prostituait sa fille mineure de 15 ans a été condamné par le tribunal de Béziers à 5 ans de prison et dix ans d'interdiction de séjour sur le sol national.

\*\*\*\*\*

### **Montpellier. Roms : expulsions au cas par cas**

Midi Libre, 4 juillet 2010

Deux des sept campements roms recensés dans l'agglomération montpelliéraine devraient être évacués. Mais la préfecture de l'Hérault a décidé d'y aller progressivement « *pour traiter ces personnes au cas par cas et favoriser les retours volontaires. Il n'y a pas d'expulsion générale. Ce n'est pas Sangatte, la jungle de Calais* ». L'évacuation se fera, mais petit à petit.

\*\*\*\*\*

## **Nord Pas de Calais**

### **Agglomération lilloise**

#### **Tourcoing. Un temps de discussion pour les familles roms, organisé par La Solidarité**

La Voix du Nord, 1er juillet 2010

« *Tenter ensemble de trouver des solutions viables* » : pour cela, l'association La Solidarité a réuni une soixantaine de familles roms et une trentaine de familles maghrébines pour exposer l'histoire des Roms et mieux comprendre « *qui ils sont* ». Les membres de l'association ont témoigné des difficultés des familles roms : problèmes économiques, de scolarité : « *Ils n'ont aucun droit*, affirmait Aïcha Amini, médiatrice habitants. *La politique de la ville fait tout pour qu'ils ne restent pas. Je défie quiconque de vivre comme eux et de ne pas mendier* ».

#### **Lille. Abriter les Roms dans une ex-école : la ville rejette la prière du Père Arthur**

La Voix du Nord, 4 juillet 2010

A Wazemmes, l'ex-école privée Saint-Michel pourrait abriter des familles Roms. C'est ce que soutient le père Arthur, un des hérauts de la cause rom dans la métropole lilloise. Et il cite en exemple l'ancienne école privée de Ronchin. Mais la ville de Lille, qui a fait jouer son droit de préemption, a racheté l'école pour y faire des logements sociaux. L'adjointe à la solidarité, Marie-Christine Staniec, droite dans ses bottes, refuse de l'ouvrir aux Roms « *même provisoirement* » et réplique : « *C'est toujours la même chose, on amène la pauvreté là où elle est déjà. Le Père Arthur peut aller demander aux Bondues, Marcq-en-Baroeul ou Lambersart* ».

#### **Le Collectif Solidarité Roms en quête de solutions durables d'hébergement**

Nord Eclair, 6 juillet 2010

Sous la ligne de métro, se cache une dizaine de tentes rouges. Les familles roms qui y campent ont reçu la visite de Marc-Philippe Daubresse, ministre de la jeunesse et des solidarités actives, mais sans résultat. La proposition de les loger dans l'ex-école Saint-Michel a buté sur le refus de la mairie de

Lille. « *On ne peut pas considérer les Roms comme expulsables à tout moment* », plaide Claude Wauquier, d'ATD Quart Monde et du Collectif Solidarité Roms. *Le bon niveau, c'est la Communauté urbaine* ».

### **Le Collectif Solidarité Roms se rappelle au bon souvenir des autorités**

La Voix du Nord, 7 juillet 2010

Le Collectif Solidarité Roms a organisé une conférence de presse sous le viaduc du métro où campe une dizaine de familles. « *Ces gens là, on les expulse, ils se retrouvent quelques mètres plus loin, c'est absurde*, affirme Bruno Mattéi, membre du Collectif. *Nous souhaitons qu'un groupe rassemblant des élus de Lille Métropole, des représentants du préfet et des membres du collectif réfléchisse à des solutions. Malgré le refus du préfet, nous comptons proposer cette idée à M. Daubresse, ministre des solidarités actives jeudi* ».

### **Wasquehal : douze familles roms sous la menace d'une expulsion**

Nord Eclair, 7 juillet 2010

Douze familles roms installées rue Emile Zola à Wasquehal sont sous la menace d'une expulsion et les adultes soumis à des arrêtés de reconduite à la frontière. Le Collectif Solidarité Roms demande l'annulation de l'évacuation et estime que les familles ne troublaient pas le voisinage à Wasquehal.

### **A Wasquehal, un sursis pour les Roms de la rue Zola**

La Voix du Nord, 10 juillet 2010

Depuis trois mois, 18 familles roms originaires du Kosovo sont installés sur un terrain vague situé à la limite de Wasquehal et Marcq-en-Baroeul. Menacées d'une procédure d'expulsion, elles ont obtenu un sursis pour des raisons sanitaires (vaccination des enfants contre la rougeole). Ce sursis pourrait s'étendre dans la mesure où plusieurs enfants sont inscrits à l'école pour la prochaine rentrée.

\*\*\*\*\*

## **Pays de Loire**

### **Le squat d'Angers a été évacué ce matin à la Roseraie**

Ouest-France.fr, 12 juillet 2010

Occupé par des demandeurs d'asile du Soudan, d'Erythrée et de Somalie, le squat de la Roseraie a été évacué ce matin. Les Roms, qui ne sont pas demandeurs d'asile, ont refusé de quitter les lieux, mais ont du sortir sur intervention de la police.

\*\*\*\*\*

## **Poitou-Charentes**

### **La Rochelle. Sourde et analphabète, la jeune Rom ne sera pas renvoyée**

Sud-Ouest, 3 juillet 2010

Arrivée du Kosovo en France en 2008, la jeune Djeljana a été prise en charge par le pôle d'accompagnement à l'insertion qui s'est aperçu qu'elle était pratiquement sourde. Après une première opération, elle a demandé un titre de séjour à la préfecture de Charente-Maritime qui l'a refusé. Le Tribunal administratif vient de lui donner raison et a enjoint le préfet de lui délivrer cette



carte. Par contre, pour les autres membres der la famille de cette jeune fille majeure, le refus de titres de séjour a été confirmé par le tribunal.

\*\*\*\*\*

## **Rhône-Alpes**

### **Agglomération lyonnaise**

#### **Lyon. Expulsion du bidonville Paul-Bert : pas avant le 7 septembre**

Le Progrès, 13 juillet 2010

En faisant appel de la décision du juge de première instance qui avait accordé un délai de 6 mois aux Roms qui squattaient un terrain lui appartenant dans le 3ème arrondissement, le Conseil général du Rhône espérait pouvoir mettre en chantier la construction des Archives départementales. Mais, devant les imprécisions sur le permis de construire et les relevés cadastraux, le président de la cour d'appel a décidé de rendre sa décision le 7 septembre. Une mini-victoire pour les Roms.

#### **Oullins. Le squat des familles Roms a coûté 60 000€ à la municipalité**

Le Progrès, 4 juillet 2010

La municipalité d'Oullins a déboursé 60 000 € pour nettoyer un ancien squat occupé en fin d'année dernière par près de 200 Roms. La surveillance des sites « squatables » est renforcée.

### **Un nouveau squat de Roms évacué à Villeurbanne**

Lyon Capitale, 2 juillet 2010

Le squat de la rue Léon Blum à Villeurbanne a été évacué par la police, jeudi. Il comptait soixante dix personnes dont la majorité étaient des enfants de moins de 15 ans. Celles-ci, prises par surprise, n'ont pas pu emmener le gros de leurs affaires personnelles. De nombreux riverains, qui se plaignaient des ordures ou affirmaient que « *ce sont des gens qu'on ne peut pas intégrer* », semblaient soulagés de les voir partir. Aucune solution de relogement ne leur a été proposée.

#### **Villeurbanne. Bagarre au petit matin entre Roms et forains sur le marché des Charpennes**

Le Progrès, 6 juillet 2010

Une bagarre a éclaté dimanche matin entre un forain et un Rom qui aurait tenté de voler de la marchandise et aurait été rejoint par d'autres Roms venus d'une maison proche. La police nationale, qui est intervenue, n'a pas confirmé cette version des faits ni l'hospitalisation de deux forains.

## **REVUE DE PRESSE 16-31 JUILLET 2010**

### **FRANCE/ EUROPE**

#### **Autour de la réunion sur les gens du voyage et les Roms à l'Élysée le 28 juillet 2010**

Etant donné l'importance des réactions de la presse à l'annonce, puis à la tenue de la réunion élyséenne sur « *les problèmes que posent les comportements de certains parmi les gens du voyage et les Roms* », ce sujet est traité en tête de la revue de presse de la deuxième quinzaine de juillet. Celle-ci s'appuie sur une sélection, vu le nombre d'articles parus.

\*\*\*\*\*

**« La situation n'est pas la même, mais dans les trois cas, - Roms, gens du voyage ou non - la conséquence est identique : une hausse de la délinquance »**

Brice Hortefeux, Le Monde, 29 juillet 2010

## **Violences après la mort d'un gitan : Sarkozy veut une réunion sur les gens du voyage**

France-Info, 21 juillet 2010

Après le conseil des ministres de ce matin largement dominé par les questions de sécurité dans le Loir-et-Cher (à Saint-Aignan) et en Isère, Nicolas Sarkozy a annoncé qu'il tiendrait la semaine prochaine une réunion à l'Élysée sur les « *problèmes que posent les comportements de certains parmi les gens du voyage et les Roms* ». Cette réunion devrait déboucher sur l'expulsion de « *tous les campements en situation irrégulière* ». La Ligue des Droits de l'Homme a déploré que de telles réunions donnent « *l'impression que tous les gens du voyage et tous les Roms sont des criminels et des délinquants* ».

## **Sarkozy scandalise les associations avec sa réunion sur les Roms**

Le Nouvel Obs.com, 21 juillet 2010

L'annonce de la tenue d'une réunion à l'Élysée le 28 juillet sur « *les problèmes que posent les comportements de certains parmi les gens du voyage et les Roms* » suscite l'indignation de plusieurs associations. La LDH parle de « *désignation de boucs émissaires* ». La Voix des Roms accuse le président de « *détourner l'opinion publique vers des cibles faciles* ». Pour Hors la Rue, M. Sarkozy « *fait encore une fois l'amalgame entre les Roms, les gens du voyage et la délinquance* ». Le porte-parole du gouvernement, Luc Chatel, a assuré que « *le président ne cherche pas à stigmatiser une communauté, mais à répondre à une problématique* ». Cette réunion fera, d'après M. Sarkozy, le point sur la situation de tous les départements et décidera les expulsions de tous les campements en situation irrégulière.

## **Gens du voyage : les amalgames du gouvernement**

Le Monde.fr, 21 juillet 2010

Pour le sénateur UMP Pierre Hérisson, président de la commission nationale consultative des gens du voyage, « *ce qui s'est passé à Saint-Aignan relève du droit commun. Ce n'est pas un problème lié aux gens du voyage* ». Stéphane Lefèvre, directeur de la Fédération nationale des associations solidaires d'action avec les Tsiganes et les gens du voyage (FNASAT), rappelle qu'« *on a d'un côté les Roms qui sont des citoyens étrangers de l'Union européenne (Roumanie, Bulgarie) et de l'autre les gens du voyage qui sont des Français à part entière et depuis plus longtemps que les Bretons et les Savoyards* ». Il dit également « *ne pas bien comprendre* » ce qu'envisage le chef de l'État en annonçant « *les expulsions de tous les campements en situation irrégulière. S'il parle des bidonvilles occupés par des migrants roms, cela ne ferait qu'amplifier leurs difficultés et celles des collectivités. S'il parle des gens du voyage, il faut alors rappeler que le dispositif d'accueil est insuffisant* ».

**« Les Roms jouent un rôle de bouc émissaire dans un contexte de crise »**

Libération, 21 juillet 2010

Dans un interview, Olivier Legros, maître de conférence en géographie à l'université de Tours et membre du réseau Urba-Rom (qui rassemble des chercheurs associatifs sur les politiques envers les Tsiganes et les Roms dans plusieurs villes européennes), explique que la répression ne date pas d'aujourd'hui et qu'elle s'applique déjà en Seine-Saint-Denis (fermeture du camp du Hanul). La première politique du gouvernement est celle de l'éloignement, de la reconduite à la frontière. A la marge, les acteurs locaux et l'Etat acceptent du bout des doigts d'intégrer quelques familles regroupées dans des villages d'insertion. Le contexte rappelle celui de la fin des années 60 : on est en train de réinventer la cité de transit. Il conclut que « *la France est pour l'intégration des Roms dans leur pays d'origine, telle est sa position* ».

### **Roms : l'opposition dénonce une stigmatisation**

L'Express.fr, 22 juillet 2010

Pour l'opposition, la tenue d'une réunion sur les gens du voyage et les Roms est une opération de diversion. Noël Mamère (député Vert) a déclaré que le président « *livre en pâture au bon peuple de France des gens qui ont toujours été aux marges de la société et joue sur les amalgames, fait croire que tous les Roms, tous les gens du voyage sont tous des étrangers* ». Pour Didier Paillard (maire PC de Saint-Denis), les Roms sont victimes d'« *une vraie maltraitance institutionnelle* ».

### **« Des politiques de réclusion ou d'expulsion »**

Libération, 23 juillet 2010

Dans une interview, Jean-Pierre Liégeois, sociologue, fondateur du centre de recherches tsiganes à l'université Paris-V, rappelle que le peuple rom s'est diversifié au cours des siècles. Au cours du premier congrès mondial tzigane à Londres en 1971, toutes les associations et groupes présents, gitans, manouches, roms etc., ont décidé de se rassembler sous le terme Rom. Rom est un terme politique, Tzigane un terme sociologique. Le rejet permanent qu'ils ont subi a entretenu la mobilité, ils ont intégré cette situation à leur culture et sont toujours prêts à partir quand la situation l'impose. Les politiques pratiquées à leur égard ont été des politiques d'exclusion ou de réclusion, d'enfermement autoritaire ou d'assimilation. En France, les Tsiganes subissent des refus de scolarisation qu'a condamnés la Commission européenne contre le racisme et l'intolérance (ECRI).

### **Tony Gatlif : les Tsiganes ne sont pas un problème**

L'Humanité, 23 juillet 2010

Auteur du film « Liberté » sur la persécution du peuple tzigane par les nazis en France pendant la seconde guerre mondiale, le réalisateur Tony Gatlif considère que le président « *fait un amalgame dangereux en parlant des « problèmes » que poseraient Roms et gens du voyage* ». « *Avant de penser à faire des lois sur les Roms et les Manouches, déclare-t-il, il faut considérer la situation misérable d'isolement dans laquelle la société les met* ».

### **Vague de soutiens aux gens du voyage**

Libération, 24-25 juillet 2010

Après les événements survenus à Saint-Aignan et l'annonce la tenue prochaine d'une réunion à propos des Roms et gens du voyage, les associations et les politiques s'indignent d'un « *traitement communautaire* » des violences. Parmi eux, la Licra, la Fédération protestante de France, mais aussi le Parti de Gauche et le Modem qui dénoncent la « *démagogie* » de Nicolas Sarkozy. A propos des Roms venus d'Europe de l'est, Amnesty International somme la France de se conformer au droit international : « *Une expulsion ne doit en aucun cas être réalisée dans le but d'inciter des migrants à quitter un pays* ».

## **Tous les chemins de Sarko mènent aux Roms**

Bakchich .info, 24 juillet 2010

A chaque fait divers, Nicolas Sarkozy ressort le refrain sécuritaire. Les gens du voyage ont déjà fait l'objet d'une « offensive » du gouvernement en 2002: « *Comment se fait-il que l'on voit dans certains campements tant de si belles voitures alors qu'il y a si peu de monde qui travaille ?* » demandait alors celui qui était ministre de l'intérieur. Deux ans plus tard, le futur président condamnait pourtant fermement des propos similaires du préfet du Vaucluse Girod de Langlade : « *Il faut être précis. Je n'accepterai aucun amalgame. Et lorsque le préfet donne le sentiments que c'est l'ensemble des Roms et des gens du voyage qui sont malhonnêtes, il a tort* ».

### **« Gens du voyage, parfois même français »**

Libération, 26 juillet 2010

Dans une tribune, Catherine Coquio, Claude Mouchard, Jean-Luc Pouyeto, Stéphane Lévêque, Henriette Asséo, Antoine Volodine et Tony Gatlif soulignent les amalgames auxquels se livre le sommet de l'Etat. Le premier consiste à étendre à des centaines de milliers de Français les agissements locaux d'un groupe de personne. Le deuxième consiste à associer ces actes aux problèmes des lieux de vie, auxquels l'Etat n'applique pas sa propre législation. Le troisième consiste à identifier « gens du voyage » et « Roms » et à désigner comme étrangers des citoyens français. Par de tels amalgames, les membres de l'équipe au pouvoir désignent des groupes humains qui risquent de subir des déchaînements de violences semblables à ceux qui ont lieu depuis quelques années en Hongrie ou en Italie. Les Français pourront alors s'en émouvoir, il sera trop tard.

### **Roms : « une stigmatisation scandaleuse »**

Le Figaro, 26 juillet 2010

Le porte-parole du PS, Benoît Hamon, a dénoncé aujourd'hui « *la stigmatisation scandaleuse* » des gens du voyage et des Roms à deux jours d'une réunion présidée par Nicolas Sarkozy, consacrée aux « problèmes » posés par ces population. M. Hamon a dénoncé les « *amalgames* », « *une méthode classique et indigne* » de la part du président de la république dont on attend « *qu'il se situe au-dessus de ça* ». « *Le président nomme les problèmes, mais ne les résout pas, sur la sécurité comme sur d'autres sujets* » a-t-il conclu.

### **Les expulsions de camps illégaux de Roms**

La Dépêche, 26 juillet 2010

Le journal récapitule les principales expulsions de camps illégaux de Roms depuis 2009 : banlieue de Lille, Drancy, Villetaneuse, le Hanul à Saint-Denis (Seine-Saint-Denis), Villabé et Ormoy (Essonne), Floirac (banlieue bordelaise). Ces expulsions ont concerné entre 880 et 1030 personnes.

### **Roms et gens du voyage : Hortefeux se défend de « stigmatiser une communauté »**

Le Point.fr, 27 juillet 2010

Le ministre de l'intérieur, Brice Hortefeux, a rejeté, sur TF1, l'idée que la réunion de l'Elysée sur les Roms et les gens du voyage stigmatiserait une communauté. En ce qui concerne les Roms, il a estimé leur nombre en France à 8 500, occupant souvent des campements illicites. « *Quand il y a des actes de délinquance, nous devons aller au plus vite pour les reconduire dans leur pays* » a-t-il, ajoutant « *La Roumanie et la Bulgarie font partie de l'Europe, cela suppose une discussion d'Etat à Etat* ».

### **Réunion sur les gens du voyage et les Roms : associations et partis de gauche dénoncent une stigmatisation**

Nouvel Obs, 27 juillet 2010

« *Homme de division* » pour le parti socialiste, « *démagogique et stigmatisant* » pour le parti de gauche, Nicolas Sarkozy « *prend l'initiative d'une politique de nature raciale* », fustige le Collectif des associations tziganes et « *a fait un pas de plus vers le racisme* » pour le Parti Communiste. La LICRA dénonce « *un traitement ethnique de la délinquance* » et Amnesty international pointe le risque « *de perpétuer les stéréotypes négatifs* ».

### **Roms et « gens du voyage » : briser l'engrenage de la violence**

Le Monde, 27 juillet 2010

A propos des récentes déclarations de Nicolas Sarkozy et de Pierre Lellouche, neuf chercheurs membres du réseau européen Urba-Rom s'alarment de l'attitude du gouvernement qui s'appuie sur des faits divers isolés (comme à Saint-Aignan) pour décider d'une politique générale qui devrait s'appliquer à l'ensemble d'une communauté largement fantasmée : « *Les déclarations tenues sur ces familles et sur ces groupes ont permis de réalimenter des pensées archaïques et racistes toujours prégnantes à un point tel que plusieurs sites d'information ont dû fermer leurs forums. L'Histoire montre que les déchaînements de la violence symbolique s'accompagnent généralement de violences physiques à l'endroit des groupes désignés et parfois au-delà, comme cela s'est passé en Italie, en Hongrie et dans d'autres pays d'Europe centrale. La situation est-elle si différente en France ? Les préfets sous pression lancent une course aux expulsions des bidonvilles d'immigrants roumains, ou des rassemblements religieux tsiganes. Certes les pouvoirs en place sont en partie responsables de cette situation ô combien dangereuse, mais en commentant les propos tenus par le chef de l'Etat, les médias, associatifs universitaires etc. participent à la transformation d'un fait divers en problème public, en même temps qu'ils contribuent à l'ethnisation du débat sécuritaire. Aussi peut-on penser qu'il est de notre responsabilité à tous de briser, ou de tenter de briser, l'engrenage de la violence* ».

### **Roms : réunion « scandaleuse »**

Le Figaro/AFP, 28 juillet 2010

Les Verts ont déploré la réunion « *scandaleuse* » sur les gens du voyage qui devait se tenir aujourd'hui à Paris entre « *ministres spécialistes des délires paranoïaques anti-étrangers* », estimant que Nicolas Sarkozy stigmatise ces populations « *pour cacher l'échec de sa politique* ».

### **Gens du voyage : les fils du vent récoltent la tempête**

Le Progrès, 28 juillet 2010

Avec les gens du voyage, le président de la république a ouvert un nouveau dossier sensible et polémique, en amalgamant gens du voyage et Roms, et en associant délinquance et gens du voyage. On compte 11 millions de Roms en Europe, dont 9 millions ont un passeport de l'Union. « *Le devoir d'insertion revient aux Etats dont ils sont ressortissants* », explique Pierre Lellouche, secrétaire d'état aux affaires européennes qui montre du doigt les réseaux de trafics d'enfants, de prostitution et de mendicité. Pour le cinéaste Tony Gatlif : « *Dans toute l'Europe de l'est, les Roms sont dans une misère immense et un rejet incroyable. L'Europe doit les faire respecter et sanctionner les pays qui les traitent mal. Expulser les Roms vers la Roumanie, c'est comme boucher un trou quand il y a une fuite. Il faut chercher la cause, sinon l'eau reviendra* ».

### **Immigration : un tiers des reconduites à la frontière concerne les Roms**

Les Echos, 28 juillet 2010

Sur les 29 288 reconduites à la frontière en 2009, 9.875 concernaient des Roms (dont 7 966 retours aidés et 1 909 retours forcés). Ces chiffres s'expliquent par le fait que, si les Roms roumains et

bulgares bénéficient de la libre circulation dans l'espace Schengen, ils sont soumis à des fortes restrictions dans l'accès au marché de l'emploi. Ils peuvent être reconduits dans leur pays au bout de trois mois s'ils ne disposent pas de moyen d'existence, ou s'ils troublent l'ordre public ou pèsent « *de manière déraisonnable sur le système d'assistance publique* ». Cela n'empêche pas les Roms de revenir en France au bout de quelques semaines. Pour contrer cette dérive, le ministère a mis sur pied le système OSCAR (outil de statistique de contrôle de l'aide au retour), qui devrait être opérationnel cet automne.

### **Sarkozy durcit le ton contre les gens du voyage, la gauche vent debout**

AFP, 28 juillet 2010

A la suite de la réunion qui s'est tenue ce jour à l'Élysée, un certain nombre de mesures ont été annoncées par le ministre de l'intérieur, Brice Hortefeux : le démantèlement d'ici trois mois de la moitié des quelques 600 camps ou squats illégaux recensés en France et la reconduite des Roms qui auraient commis des atteintes à l'ordre public ou des fraudes en direction de la Bulgarie ou de la Roumanie. La France va proposer à la Roumanie d'accueillir des policiers roumains et d'envoyer des policiers français en Roumanie. De même avec la Bulgarie. 10 inspecteurs du fisc vont aller contrôler la situation des occupants de ces camps illicites et illégaux. Car, a dit M. Hortefeux, « *beaucoup de nos compatriotes sont à juste titre surpris de la cylindrée de certains véhicules qui traînent des caravanes* ». Depuis une semaine, PS, PC, Verts ne cessent de dénoncer les visées électoralistes de cette mise à l'index d'une communauté.

### **Roms : peu de nouveauté dans les mesures, mais plus de fermeté**

Le Monde, 29 juillet 2010

Parmi les mesures annoncées par le gouvernement à la suite de la réunion de mercredi, celui de démanteler des camps illégaux roms n'a rien de nouveau. Cela arrive de façon régulière. En ce qui concerne les trafics illicites, l'exploitation des enfants et la délinquance dont ces camps seraient la source, le gouvernement n'a pas pu étayer ce qui pour Pierre Henry (France Terre d'asile) relève de « *propos de bistrot* ». Quant aux expulsions, le fait que le nombre de Roms vivant en France reste stable montre bien que les Roms expulsés reviennent et le fichier OSCAR (outil de statistique de contrôle de l'aide au retour) ne peut empêcher les personnes d'entrer sur le territoire. Enfin la réforme de la loi prévue pour « *faciliter la mise en œuvre de mesures d'éloignement de ces personnes pour des raisons d'ordre public* » n'est pas utile puisque ce motif de reconduite à la frontière est déjà prévu par la loi.

### **Roms : la répression**

Libération, 29 juillet 2010

A la sortie du palais de l'Élysée, Brice Hortefeux, le ministre de l'intérieur, a confirmé le tour de vis sécuritaire : démantèlement des camps, expulsions des « délinquants ». Libération a interrogé quatre personnes parties prenantes du problème. Pour Bernard Moreau (MDM), « *les expulsions cassent tout : impossible de mettre en place des campagnes de dépistage ou des suivis médicaux pour les soins ou les femmes enceintes. Et les risques d'épidémies sont importants : rougeole, coqueluche, gale, tuberculose...* ». « *A notre échelle, nous ne pouvons qu'assurer des conditions d'hygiène décentes à ces populations* » reconnaît Bertrand Kern maire (PS) de Pantin (Seine-Saint-Denis) confronté à l'arrivée de 350 Roms sur un emplacement appartenant à Réseau Ferré de France (RFF). « *Aujourd'hui, nous sommes dans une logique de combat*, explique Samir Mile, porte-parole de La Voix des Roms, *car nous avons le sentiment que les institutions française et européennes ont déclaré la guerre aux Roms. Nous sommes un peuple et nous avons des droits* ». « *La grande majorité des enfants n'est pas scolarisée à cause des expulsions successives* » constate Coralie Guillot (Parada France). *La durée de vie d'un terrain allant de trois mois à un an et une grande partie des communes refusant de scolariser les enfants roms, les parents sont rarement motivés pour se battre afin que leurs enfants aillent à l'école* ».

## **Roms : les mesures annoncées critiquées**

Le Figaro/AFP, 28 juillet 2010

France Terre d'Asile juge sans nouveauté la politique annoncée par la réunion de l'Elysée : « *cela fait huit ans que ces démantèlements existent avec parfois des destructions de caravanes et que les expulsions se font* », rappelle Pierre Henry, son directeur, ajoutant qu'il s'agit d'un problème de gouvernance de l'Union européenne. Pour SOS racisme, « *on est face à un festival des clichés les plus éculés* ». « *L'Elysée veut susciter la peur pour déployer ses mesures de sécurité et sa société de surveillance* », a affirmé Dominique Sopo, président de l'association.

## **Pluies de critiques contre des mesures anti-Roms « stigmatisantes »**

Reuters, 29 juillet 2010

A la suite de l'annonce de mesures visant la communauté rom, les associations de défense des droits de l'Homme et les gens du voyage protestent. « *Que va-t-il advenir d'un peuple chassé de tous les pays ?* » s'interroge Saimir Mile (La Voix des Roms). L'avocat Henri Braun menace l'Etat d'actions en justice pour « *provocation à la haine raciale* ». L'actrice Fanny Ardant, marraine d'une campagne du Conseil de l'Europe contre les stéréotypes sur les Roms, s'inquiète : « *Les communautés se barricadent, les maires, trop soumis à l'électorat, écoutent les peurs. On va retourner vers une sorte de fascisme* ». Face aux critiques des partis de gauche, Frédéric Lefebvre, porte parole de l'UMP, répond : « *Nos compatriotes qui subissent des pics de délinquance dans les zones où sont installés ces campements savent, eux, parfaitement de quoi on parle* ».

## **Le « nomadisme tsigane » : une invention politique**

Le Monde, 29 juillet 2010

Dans une tribune, Henriette Asséo, professeur à l'Ecole des hautes études en sciences sociales, explique qu'il n'existe pas en Europe de peuple qui ne soit modelé par l'histoire nationale. La vision que, de part et d'autre de l'échiquier politique, on tente d'imposer d'un peuple tsigane « nomade » par nature serait ridicule si elle n'avait pas des effets dévastateurs. Les idéologues des institutions européennes ont forgé un mythe politique : celui de la « nation rom » comme minorité transnationale européenne, mais ils ne comptent pas en assurer les effets. L'Etat manipule les catégories, mais est également manipulé par les gouvernements balkaniques qui font des « Roms » une monnaie d'échange économique : les accords négociés avec la Roumanie prévoient, en échange du renvoi des « roms migrants », l'accueil d'un fort contingent d'étudiants roumains. Il y a aussi de nombreux « roms » invisibles, comme les roms ukrainiens, polonais, tchèques ou yougoslaves qui travaillent dans le bâtiment ou l'automobile. Actuellement, sur les 15 000 Roms de la nouvelle migration en France, il n'y a « aucun nomade ethnique », mais la reconstitution d'une catégorisation nouvelle de « roms migrants » qui provoque une déterritorialisation de fait.

## **Roms : manifestation devant Beauvau**

Le Figaro/AFP, 29 juillet 2010

Une quinzaine de manifestants, appartenant à SOS Racisme, l'Union des étudiants juifs de France, est venue devant le ministère de l'intérieur, soutenir les Roms et les gens du voyage. Ils comptaient lâcher 14 poules « *devant le poulailler* », mais ont été bloqués par la police.

## **Gorse demande comment l'Etat va reconnaître les Roms expulsables**

AFP, 29 juillet 2010

Le député Gaëtan Gorse (PS) a demandé au ministre de l'intérieur comment l'administration française allait identifier les Roms sans-papiers que le gouvernement entend renvoyer en Bulgarie ou Roumanie en cas de délit et sur quels éléments administratifs l'administration française distinguera ces personnes des autres ressortissants de ces mêmes pays.

### **Roms : l'évêque de Belfort dénonce une « surenchère sécuritaire »**

Le Progrès.fr, 30 juillet 2010

Le remède à l'insécurité « *ne se trouve pas dans une surenchère sécuritaire* » ont affirmé les évêques de Vannes et de Belfort en charge des migrants et des gens du voyage en déplorant « *des généralisations hâtives* » envers ces communautés.

### **Roms : Mme Voynet dénonce « les amalgames » et « l'irresponsabilité » du chef de l'Etat**

AFP, 31 juillet 2010

La maire de Montreuil, Dominique Voynet (Verts), a dénoncé les amalgames et l'irresponsabilité de Nicolas Sarkozy à propos des Roms ajoutant : « *Il est totalement irresponsable de montrer du doigt des communautés entières sans faire la moindre distinction* ». Elle a rappelé qu'à chaque expulsion des dizaines de familles se retrouvent sur le trottoir sans perspective. Elle a souligné que les camps d'insertion de Montreuil qui rassemblent 350 Roms coûtent à la ville 1 million d'euros par an. « *Cette politique n'est pas facile à expliquer et le discours tenu au sommet de l'Etat ces derniers jours la met clairement en danger* ». Au sujet de l'expulsion de familles Roms à Montreuil vendredi, Mme Voynet a justifié la légitimité de la démarche des propriétaires, mais a reconnu : « *ce qui est moins légitime c'est de ne pas offrir de solution pérenne de relogement aux familles expulsées* ».

\*\*\*\*\*

### **Les retentissements en Europe**

#### **Roms et gens du voyage : l'histoire d'une persécution transnationale**

Le Monde diplomatique, juillet 2010

L'amalgame fait par le président de la république entre les gens du voyage et les Roms regroupe de manière hasardeuse deux populations dans une politique homogène. En fait, les gens du voyage semblent confrontés à au problème majeur de la différence et de l'altérité au seuil des sociétés sédentaires, alors que les Roms s'inscrivent dans une problématique de circulation au sein de l'Union européenne, fuyant les discriminations et la misère qu'ils subissent dans leur pays d'origine. La réunion de ces deux populations sous le signe d'une apparente délinquance commune laisse entrevoir un durcissement de la répression en France. A l'extérieur de nos frontières, il y a des exemples dramatiques. En 2006, en Bulgarie, le parti Ataka appelait à « *transformer les Tsiganes en savon* ». En Italie, les actes racistes ont été quotidiens comme ce tract qui, en 2008, appelait au « *lancement de la saison de la chasse aux animaux sauvages migrants comme les Roumains, les Albanais, les Kosovars, les Musulmans, les Afghans les Tsiganes...* ». Le désordre français est à l'image de celui qui existe dans le contexte européen.

#### **Roms : Paris demande à l'UE de s'attaquer aux problèmes d'insertion**

Le Parisien.fr, 26 juillet 2010

La France a demandé lundi à ses partenaires européens de s'attaquer réellement aux problèmes posés par les difficultés d'insertion des communautés roms. « *Il n'est pas question de stigmatiser une communauté ou des Etats*, a averti le secrétaire d'état aux affaires européennes Pierre Lellouche, *mais nous sommes confrontés à un réel problème et le temps est venu de s'en occuper* ». Il a dénoncé les réseaux de trafics d'enfants de prostitution de mendicité, et déclaré que « *les Roms ne cherchent pas*



à s'intégrer», tout en affirmant que le devoir d'insertion revient aux Etats dont ils sont les ressortissants ». Il a enfin ajouté que si, dans le système communautaire européen, il y a beaucoup d'argent pour aider à l'insertion des Roms, à part les discours, il ne se passe rien.

### **« Il ne faut pas confondre les Roms et les Roumains »**

Libération, 28 juillet 2010

« *La Roumanie et la Bulgarie veulent entrer dans Schengen en mars, elle ne rentreront pas dans ces conditions à moins d'avoir des garanties précises* » a déclaré Pierre Lellouche. Le secrétaire d'état français aux affaires européennes a pointé les « *conditions scandaleuses* » dans lesquelles vivent les Roms dans ces pays et fait part de son impatience vis-à-vis du gouvernement roumain qui ne tient pas ses promesses de coopération. Pour l'eurodéputé roumain Cristian Preda, le problème ne se résoudra pas « *en renvoyant les gens chez eux* ». L'ancien secrétaire d'état à la francophonie reconnaît qu'il y a des choses à faire en Roumanie, notamment au niveau de la scolarisation, mais affirme qu'il ne faut pas « *entrer dans une logique de ping-pong en renvoyant les gens entre France et Roumanie que ce soit avec des menottes ou de l'argent* ». Il conclut : « *Il faut éviter les formules simplistes. D'une part ne pas faire de l'entrée de la Roumanie en Europe un problème : l'arrivée de Roms en Europe de l'ouest est un phénomène antérieur à 2007, dès les années 1993. D'autre part, ne pas confondre les Roms et les Roumains qui n'apprécient pas l'amalgame* ».

### **Tous les chemins ramènent aux Roms**

Libération, 29 juillet 2010

« *On ne peut pas dire que la politique française d'aide au retour soit vraiment un succès* ». Ce jugement d'Ilie Dinca, président de l'Agence gouvernementale roumaine pour les roms résume l'état d'esprit des autorités roumaines. En effet, une fois les 300 € empochés, les Roms roumains retournent en France « *et on ne peut pas les empêcher de repartir* » dit un diplomate roumain. Les tentatives d'octroi de 3 à 5000 € par famille pour aider des familles à lancer une petite affaire a également été un échec. Avec l'Espagne et l'Italie, des projets ont été mis en place au niveau de l'éducation et de la formation, en travaillant plutôt avec les autorités locales. En Roumanie ce ne sont pas les plans d'action qui manquent pour les Roms, mais la moitié de ceux-ci vivent encore dans une grande pauvreté et à peine un sur quatre a officiellement un emploi.

### **La Bulgarie et la Roumanie comptent rapatrier les Roms ayant troublé l'ordre public en France**

Nouvel Obs, 29 juillet 2010

« *La Bulgarie et la Roumanie prennent des mesures conjointes pour ramener au pays des Roms bulgares et roumains qui ont commis des infractions à l'ordre public en France* » a déclaré Tsetan Tsvetanov, ministre des affaires étrangères bulgare, après l'annonce de mesures par le ministre français de l'intérieur, Brice Hortefeux.

### **Des ONG roumaines condamnent les mesures visant les Roms en France**

AFP, 30 juillet 2010

Les ONG roumaines ont qualifié la décision de la France de durcir sa politique à l'égard des Roms de « *violation des droits de l'homme* ». « *Chaque cas doit être traité individuellement* », précise Magda Matache (Romani Criss). « *Dire qu'on expulsera les Roms ayant commis des délits représente une violation flagrante de la liberté de mouvement* » a affirmé Gelu Duminica (assocaiton Impreuna – Ensemble), ajoutant : « *Tant que les autorités roumaines ne font rien pour améliorer le sort de cette minorité, elles ne peuvent pas demander à l'Europe de résoudre à elle seule ce problème* ». Le ministre des affaires étrangères, Teodor Baconschi, a souligné que la liberté des neuf millions de

Roms citoyens européens ne peut être entravée. Et le premier ministre a déclaré que « *la Roumanie et les autres pays européens avaient une obligation commune face au problème des Roms* ».

### **Mesures anti-roms : Bucarest veut coopérer mais demande des « clarifications » à Paris**

AFP, 30 juillet 2010

Le gouvernement roumain est « *prêt à coopérer* » avec la France, mais, souligne le ministre de la justice Catalin Predolu, « *coopérer ne signifie pas utiliser des bulldozers pour détruire des campements et blâmer publiquement la Roumanie, mais dépenser de l'argent pour la réinsertion sociale également dans les pays d'accueil* ». Le ministère des affaires étrangères, Teodor Baconschi, souligne que « *la situation des personnes qui commettent des délits dans les Etats de l'UE doit être abordée sans avoir recours à des stéréotypes et surtout pas sur les bases ethniques* » et rappelle : « *La solution à la situation socio-économique difficile des Roms réside dans leur inclusion sociale dans les sociétés où ils vivent aussi bien dans leur pays d'origine que dans les pays d'accueil* ». La Commission européenne a donné son assentiment à la politique française : « *Les lois européennes sur la libre circulation des citoyens européens donnent droit aux Etats membres de contrôler leur territoire et de lutter contre la criminalité* ».

### **Un ministre français invité à visiter les communautés roms de Roumanie**

AFP, 30 juillet 2010

Une vingtaine d'associations roumaines ont invité le secrétaire d'état français aux affaires européennes, Pierre Lellouche, à visiter les communautés Roms de Roumanie pour y voir les conditions « *dignes du Moyen Age* » dans lesquelles vivent ces communauté. « *Nous espérons que vous aurez ainsi une image plus claire des conditions réelles de vie des Roms et comprendrez leur besoin de mobilité à travers l'Europe* » écrivent-ils. Sous l'en-tête « *Liberté Egalité Fraternité- mais pas pour les Roms* », les ONG reprochent à la France « *d'avoir adopté des mesures discriminatoires fondées sur l'amalgame entre ethnie et délinquance* ».

### **Roumanie : désignation d'un responsable chargé de la réinsertion des Roms**

Nouvel Obs/AFP , 31 juillet 2010

Le gouvernement a nommé un secrétaire d'état chargé de la réinsertion des Roms, notamment ceux rapatriés de France. Valentin Mocanu, responsable au ministère du travail, « *gérera les problèmes des Roms dans le cadre des relations avec la France* » selon le gouvernement. « *Il nous fallait un interlocuteur au sein du gouvernement roumain, on l'a désormais* », s'est félicité le secrétaire d'état aux affaires européennes français, Pierre Lellouche. « *J'attends que la Roumanie mette en place un système d'aide à l'insertion des populations roms en Roumanie. Il faut aussi des moyens supplémentaires en matière de coopération judiciaire et policière pour démanteler les réseaux de trafiquants présents sur le territoire français* » a-t-il ajouté.

### **La Bulgarie soutient la politique de la France à l'égard des Roms**

AFP, 30 juillet 2010

Le gouvernement bulgare a apporté son soutien au durcissement de la politique française vis-à-vis des Roms. M. Tsvetanov, ministre des affaires étrangères, a indiqué que des échanges d'informations étaient déjà en cours entre Sofia et Paris pour déterminer les délinquants dans la communauté rom et les expulser de France. Le Centre européen pour les droits des Roms, basé en Hongrie, a critiqué ces plans « *qui pourraient mener à des violations flagrantes des droits de l'homme envers ces populations marginalisées* ». Mais le parti bulgare Euroroma, représentant la communauté rom, apporte son

« *soutien inconditionnel* » à la politique française , affirmant : « *Personne n'a le droit d'abuser de la tradition des relations multi-ethniques tolérantes en France* ».

## **Gens du voyage et Roms : la polémique gagne la Belgique**

Le Monde, 29 juillet 2010

La polémique sur la présence des Roms et gens du voyage en certains endroits a gagné la Belgique avec l'arrivée à Dour de 700 personnes pour un rassemblement évangélique. Par ailleurs, 42 Roms slovaques ont obtenu de la justice bruxelloise la possibilité d'être logés en attendant une décision sur le fond sur leur demande de séjour. Elles affirment avoir été l'objet de mauvais traitements en Slovaquie, pays de l'Union européenne. La Belgique, qui exerce la présidence tournante de l'UE, soutiendrait la demande de la France qui a demandé une action coordonnée des Vingt-sept concernant les Roms. Pour le gouvernement français, appuyé par l'Italie, la libre circulation ne doit pas servir d'alibi à divers trafics et le principe de non-discrimination ne peut être invoqué pour justifier l'inaction des Européens.

## **La Suède appelle l'Union européenne à défendre les Roms**

Nouvel Obs, 31 juillet 2001

Au lendemain des déclarations musclées de Nicolas Sarkozy, la Suède , alarmée par la situation des Roms, demande à la Commission qu'un plan d'action contraignant garantissant leur accès au logement, à l'éducation et au travail soit établi et soutenu par le Fonds social européen. Cette prise de position fait suite à la remise d'un rapport rédigé par une commission composée de membres de la communauté rom, de chercheurs, d'ONG , de policiers. Pour la responsable de cette commission, Maria Leissner, ce n'est pas un problème suédois, mais européen « *qui a été très d'actualité ces derniers jours, semaines, avec des déclarations de dirigeants politiques d'autres pays européens incitant à la discrimination contre les Roms* ».

\*\*\*\*\*

## **FRANCE**

### **Bourgogne-Franche-Comté**

#### **Grand Dijon**

#### **Chenôve (21) : 4 familles roms menacées d'expulsion par la Ville**

Mediapart, 22 juillet 2010

Dix huit Roms, dont neuf enfants, qui occupaient une maison appartenant à la ville de Chenôve (Grand Dijon) sont menacés d'expulsion. La maison devait être démolie, mais les ouvriers et les policiers se sont heurtés aux membres d'associations de soutien des Roms qui les en ont empêché. Pour d'autres militants qui négocient avec les autorités, « *les familles roms sont prises en otage dans cette affaire* ».

#### **Expulsion des Roms : « les libertaires sont dangereux »**

Le Bien Public, 23 juillet 2010

Les Roms installés rue de Longvic à Chenôve n'ont pu être expulsés hier, à la suite de l'intervention d'une trentaine de libertaires du Collectif « Un toit pour toi ». Cette intervention a été condamnée par d'autres militants qui ont mené les négociations avec les autorités : « *Une fois les policiers et les*

*journalistes partis, les libertaires ont disparu eux aussi. Pourquoi n'ont-ils jamais proposé d'accueillir un seul Rom ?*».

\*\*\*\*\*

## **Ile-de-France**

### **Les Roms au bal des expulsions**

L'Humanité, 16 juillet 2010

Une soirée de soutien aux familles du Hanul était organisée mercredi soir à Saint-Denis. Depuis le démantèlement de leur camp, celles-ci errent dans les rues de la ville : « *Si aussi peu de Roms du Hanul sont présents ce soir, c'est qu'ils continuent en ce moment même d'être chassés* » rappelle Samir Mile (La voix des Roms). Seuls quelques enfants sont venus retrouver les spectateurs « solidaires » devant la scène où se produisait une troupe tzigane fraîchement débarquée des routes européennes.

### **Dans un bidonville Rom, en sursis, en Seine-Saint-Denis**

France Info, 28 juillet 2010-07-31

C'est un camp de cabanes en bois, sans eau ni électricité ni ramassage d'ordures. En plein Pantin, à quelques centaines de mètres du périphérique, 150 à 350 Roms se sont installés dans un vrai bidonville. Les femmes font la manche, les hommes « font dans la ferraille ». Toujours en crainte d'une nième expulsion, ils mènent un mode de vie « pendulaire » entre la France et la Roumanie. L'expulsion avec aide au retour n'est qu'un processus vain. En attendant certaines mairies font semblant de ne pas voir les « bidonvilles », avant de solliciter l'expulsion. Apporter l'eau, l'électricité, le ramassage des ordures signifierait officialiser l'existence de ces camps de fortune. Les lieux se transforment donc rapidement en décharge à ciel ouvert...que le voisinage voudrait bien voir disparaître.

### **Les Roms, immigrés de la misère**

L'Express.fr, 28 juillet 2010

A la lisière de Pantin et d'Aubervilliers (Seine-Saint-Denis), 180 Roms s'entassent dans des cahutes faites de bric et de broc. Aucun des 50 enfants n'est scolarisé. Et Marius, qui accepte avec réticence de parler, raconte son arrivée de Roumanie avec 18 membres de sa famille en 2007 et déjà une première expulsion. Pas d'eau, pas de toilettes non plus dans ce cloaque à ciel ouvert. Tous attendent l'expulsion, comme cela s'est passé récemment ailleurs en Seine-Saint-Denis, où les Roms seraient 2 600. Les mesures prévues par la réunion organisée par Nicolas Sarkozy cibleront-ils plus particulièrement les quelques 15 000 Roms roumains et bulgares qui vivent dans des bidonvilles ? Sur les 29 000 étrangers expulsés en 2009, 8 000 étaient Roms. Une manière à peine déguisée de remplir les quotas d'expulsion, alors que ces « volontaires » qui bénéficient d'une aide au retour font deux ou trois allers-retours par an.

### **Madalina-Maria, mère de famille rom, veut sortir de la spirale infernale**

L'Humanité, 29 juillet 2010

Madalina-Maria est arrivée en France il y a quatre ans, a fait les bidonvilles de Créteil, Ivry puis Saint-Denis. Elle a connu « les baraques en carton » sans eau ni électricité, la mendicité, les réveils à l'aube par les policiers qui vous délogent. Après avoir été expulsée en Roumanie, elle est revenue avec ses deux enfants et est logée par le Samu social. « *Elle veut rentrer dans une phase de réinsertion* » explique Malika Chemmah (RESF). *Elle m'a appelée pour savoir comment scolariser ses enfants.*

*Comme elle est tréballée dans différents hôtels, ça risque d'être compliqué. Et elle ne pourra pas tenir longtemps comme ça* ». En attendant, Madalina-Maria reste cloîtrée à l'hôtel, terrorisée à l'idée que la police l'expulse à nouveau.

### **Roms : Aubervilliers réagit à la réunion de Sarkozy**

Le Parisien.fr, 29 juillet 2010

Le discours d'un côté, la réalité du terrain de l'autre. Pendant que Nicolas Sarkozy organisait une réunion sur les gens du voyage et les Roms, Jacques Salvator, le maire (PS) d'Aubervilliers, organisait une visite du village d'insertion implanté sur sa commune depuis plus de trois ans. « *Il n'y a pas de politique publique sur la question rom, a-t-il constaté. Alors, en attendant, nous essayons de trouver des solutions à notre niveau* ». Depuis 2006, le village d'insertion rom d'Aubervilliers a accueilli près d'une centaine de personnes. Dans près des trois quarts des familles, au moins un membre a trouvé du travail et le processus de relogement est en cours. Pourtant le village est menacé, car les sept autres communes de Plaine commune ont stoppé leur subvention et l'Etat refuse de prendre le relais. L'association Coup de main a lancé des chantiers d'insertion où travaillent 37 Roms, qui transforment des préfabriqués en habitations. Une coopération se met en place avec la ville roumaine de Iasi d'où sont originaires de nombreux Roms de Seine-Saint-Denis. Jacques Salvator a fait par ailleurs visiter l'aire des gens du voyage et souligné que ces deux communautés « *n'ont rien en commun* ».

### **A Aubervilliers, la caravane trépassse**

Libération, 29 juillet 2010

Eau, électricité, des baraquements de 25 m<sup>2</sup> : les treize familles roms du « village d'insertion » d'Aubervilliers font figure de privilégiées. Argentina est heureuse de travailler dans l'hôtel voisin. En attendant de trouver un emploi, son mari Aidi s'occupe de leurs trois filles scolarisées à deux pas. Il voudrait quitter le village et avoir « *une vie normale* ». Les associations (ALJ 93 et Pactarim 93) s'efforcent d'aider chacun à « *s'intégrer* ». Sur les cinq villages de la Seine-Saint-Denis, celui d'Aubervilliers fait figure de modèle : « *Chaque famille est aujourd'hui plus autonome, plus à l'aise avec les démarches administratives et la barrière de la langue* », constate l'adjointe au maire, Christine Ratzel. Mais le dispositif a ses limites : est-il fait pour permettre aux familles de vivre dignement ou pour éradiquer les bidonvilles qui dérangent ?

### **Montreuil : des Roms expulsés**

Le Figaro/AFP, 30 juillet 2010

Une cinquantaine de Roms a été expulsée d'une maison qu'ils squattaient depuis plusieurs mois à Montreuil. « *Un policier roumain est venu leur expliquer qu'il fallait qu'ils évacuent* » a raconté une habitante. Ils avaient déjà été évacués en décembre d'un campement situé près du palais des congrès avant l'ouverture du salon du livre de jeunesse.

### **Montreuil. L'expulsion des Roms fait craindre « le début d'une série »**

Le Parisien, 31 juillet 2010

Cette nuit, Gabriella, Cristian et une cinquantaine d'adultes et d'enfants ont dormi dans la rue. Ces familles roms avaient été expulsées le matin à l'aube d'un petit pavillon à l'abandon à Montreuil. « *En Roumanie il n'y a rien, explique Cristian. Pas de maison, pas de travail, et les inondations ont tout détruit, on ne peut pas nous renvoyer dans un pays détruit* ». Les associations rappellent « *qu'il ne suffisait pas d'expulser les gens* » pour résoudre les problèmes. Dominique Voynet, maire de

Montreuil, rappelle qu'elle avait écrit à François Fillon et, choquée par « *les déclarations martiales* » de Nicolas Sarkozy et dénonçait hier soir « *les évacuations policières de campements sans solution de relogement* ».

\*\*\*\*\*

## **Nord-Pas-de-Calais**

### **Agglomération lilloise**

#### **Roubaix. Roms et riverains boulevard d'Halluin : l'explosion qui met le feu aux poudres**

La Voix du Nord, 17 juillet 2010

L'explosion d'une bouteille de gaz dans le camp rom du boulevard d'Halluin et l'incendie d'une caravane qui s'en est suivi constituent pour les riverains du boulevard d'Halluin l'accident de trop. Ils se plaignent des tas d'immondices, des rats, de la mendicité et réclament l'installation de bennes à ordures. La municipalité qui ne veut pas installer de bennes pour ne pas cautionner ces campements sauvages comprend la colère des riverains. Pour Brigitte Wattiez, directrice de la mairie des quartiers Nord : « *Avec 800 Roms installés à Roubaix, la situation devient ingérable. La seule solution est l'installation de ces familles dans des sites prévus à cet effet. C'est le cas rue d'Alger avec des bungalows. Mais nous ne pouvons pas accueillir tout le monde* ».

#### **Roubaix. L'expulsion des Roms serait « imminente »**

Nord Eclair, 18 juillet 2010

Les riverains du boulevard d'Halluin ont renoncé à manifester devant l'Hôtel de Ville de Roubaix pour protester contre les débris qui s'amoncellent autour du camp rom qui s'étend depuis le quai de Dunkerque jusque sur le boulevard et sur un terrain pourtant clôturé de la SERNAM. « *Nous avons obtenu des assurances de la Ville. Un constat d'huissier a été dressé et on nous garantit que l'expulsion est imminente* », déclarent-ils. Mais sans renoncer à se rendre à la mairie si la situation n'est pas réglée dans quelques jours.

#### **Roubaix. Plusieurs familles roms évacuées de la zone de l'Union**

Nord Eclair, 24 juillet 2010

Une cinquantaine de Roms ont été délogés du quartier de l'Union. Ils parlent d'exactions policières, ce que conteste le commissariat roubaisien et la préfecture du Nord. Ils se retrouvent à la rue, sans point de chute. Le maire de Roubaix, René Vandierdonck, affirme que ce n'est pas le problème de la ville : « *Nous sommes irréprochables et je ne m'attends pas devant leurs conditions de vie qui sont des occupations illégales de terrains avec des dégâts de toutes natures. Actuellement je suis plutôt préoccupé par le coût du ramassage des 90 m<sup>3</sup> d'ordures qu'ils ont laissés sur leur passage* ». En attendant, l'Etat pourrait fournir aux Roms des vêtements et de la nourriture. Histoire de les faire patienter.

#### **L'Elysée veut démanteler les campements de Roms : qu'en pensent associations et élus ?**

La Voix du Nord, 24 juillet 2010

Après l'annonce d'une réunion à l'Elysée sur les Roms et les gens du voyage, les associations et élus réagissent. Pour l'AREAS, Delphine Beauvais déclare : « *A part stigmatiser la population, je ne vois aucun intérêt* ». Le Père Arthur s'émeut : « *les Roms essaient de survivre, mais ils n'ont aucun droit* ». Si les élus ne contestent pas les procédures d'expulsion, ils sont « *humainement* » contre, comme Maryvonne Girard (DVG), première adjointe à Villeneuve d'Ascq. Nicolas Lebas (MoDem), maire de

Faches-Thumesnil, qui accueille un village d'insertion, affirme : « *C'est très bien que le président de la république se saisisse de cette question, mais, comme d'habitude, il le fait à l'occasion d'un fait divers exceptionnel, alors même que les élus locaux ne cessent, depuis des années de dire qu'il y a des difficultés* ».

### **Pression maximale sur les Roms et les gens du voyage**

Nord Eclair, 28 juillet 2010

Après l'expulsion de vendredi, – caravanes confisquées et une même brûlée -, Maria et les Roms de la zone de l'Union entre Roubaix et Wattrelos sont revenus s'installer au même endroit sous des tentes. Pour elle, mieux vaut rester ici sur un terrain vague, que d'imaginer un retour en Roumanie : « *Pas de chances là-bas* ». 250 familles se répartissent dans la métropole lilloise. Delphine Beauvais, de l'Association régionale d'étude et d'action sociale, craint une multiplication des expulsions des familles roms suite à la réunion de l'Elysée. Elle note que les pressions sont de plus en plus fortes vis-à-vis des Roms comme des gens du voyage et pense que l'installation de mobil-homes est « *une solution intéressante* », mais qu'il faudrait « *apporter une solution à chaque famille, parce que le public est diversifié* ». Dans le Nord-Pas-de-Calais, comme ailleurs en France, les réponses ne peuvent découler que d'un travail de partenariat et de consultation entre l'Etat, les conseils régionaux et les réseaux associatifs.

### **Pour Chantal qui a choisi d'aider les Roms, « il vaut mieux donner que recevoir »**

La Voix du Nord, 26 juillet 2010

Chantal, une Villeneuveoise de 67 ans, a décidé d'aider les Roms. Elle rencontre régulièrement deux familles à Lille et une mère seule avec des enfants dont un bébé de 7 mois : « *Je leur apporte e l'eau, du lait, de la nourriture, des vêtements. A notre époque, c'est inadmissible de laisser ces gens dans une telle détresse. Les Roms sont des mal-aimés, des exclus mis à l'écart de la société. Je souhaiterais que chacun fasse un geste et les regarde comme des êtres humains* ».

### **Richard Fievez héberge une famille rom en attendant son relogement**

La Voix du Nord, 28 juillet 2010

Quand il a entendu, au téléphone, « *caravane cassée* », Richard Fievez a compris. Quelques heures plus tard, la famille Tudor, expulsée de Roubaix, s'installait dans son cabinet d'architecte. Alors que les dix Roms se casaient entre les photocopieuses et les statuettes africaines, Richard Fievez a écrit aux élus : « *il y a urgence* ». Car tous ont bien conscience que cet hébergement est temporaire. « *J'ai bien pensé à investir dans une caravane, mais où la poser ?* » explique l'architecte Lillois qui n'a toujours pas de solution.

### **Accueil des Roms : le maire de Comines propose deux logements en centre-ville**

La Voix du Nord, 31 juillet 2010

Il existe dans la vallée de la Lys des maires de bonne volonté pour l'accueil des Roms. Après Jean-Luc Deroo, maire d'Halluin, qui a accepté l'installation de deux mobile homes, c'est Alain Detournay, maire de Comines, qui propose à la communauté urbaine de Lille deux logements pour des familles. Mais, depuis un an, la situation n'a pas avancé au sein du comité de pilotage chargé de coordonner l'accueil des familles. En fait chacun attend l'autre. Le maire de Comines se dit conforté dans sa démarche par la bonne intégration des familles d'Halluin et propose « *un logement adapté aux personnes ayant peu de ressources* ».

\*\*\*\*\*

### **Coudekerque-Branche. Le camp des Roms de la route de Furnes démoli hier matin**

La Voix du Nord, 19 juillet 2010

Le camp de Roms le long du bâtiment de stockage de la DDE à Coudekerque-Branche et qui faisait partie du paysage dunkerquois a été démoli hier matin sur décision de la sous-préfecture. Une vingtaine de Roms roumains y vivait. Une famille est retournée en Roumanie, une autre repartie vers le sud. Les associations de soutien craignent que certains occupants se soient égaillés dans la nature et se retrouvent livrés à eux-mêmes.

\*\*\*\*\*

## **Pays de Loire**

### **Agglomération nantaise**

#### **Sans cesse expulsés, les Roms errent dans l'agglo**

Ouest France.fr, 17 juillet 2010

Selon des associations qui les suivent, plus de 700 Roms vivent dans la métropole nantaise. Mais ces 150 familles sont de plus en plus souvent expulsées des terrains qu'ils squattent à Nantes et dans les autres communes de l'agglomération. Quelques villes ont adopté une politique différente et accueilli les Roms, comme Sainte-Luce-sur-Loire et Indre, mais « *le problème*, explique le Collectif Romeurope de l'agglomération nantaise, *c'est que les initiatives des communes ne sont pas relayées par la politique de Nantes Métropole. Elles se retrouvent isolées et ne peuvent gérer seules les 150 familles* ». Et il ajoute : « *Les conditions d'expulsion se durcissent. Les collectivités locales et la police mettent la pression sur les familles pour qu'elles partent. Mais où peuvent-elles aller ?* »

#### **A Indre, les Roms vont être expulsés**

Ouest France, 22 juillet 2010

Le camp des Roms installé depuis neuf mois à Indre vit ses dernières semaines d'existence. Le propriétaire de la parcelle de terrain qu'ils occupent, la société Grande Paroisse, a décidé d'activer sa demande d'expulsion. C'est la fin d'une situation suspendue depuis que 57 familles Roms, expulsées par Nantes, s'étaient posées dans cette petite commune de 4 000 habitants. Le maire, Jean-Luc Le Drenn, avait permis aux familles de passer l'hiver dans des conditions acceptables avec le concours et la générosité d'une partie des habitants. Mais l'exercice avait ses limites et la procédure engagée par Grande Paroisse permet de débloquent une situation dans l'impasse. La municipalité a logé trois familles dans des mobil-homes, mais la question reste entière pour les 54 autres.

\*\*\*\*\*

## **Provence-Alpes-Côte d'Azur**

### **Où sont les « camps illégaux » ciblés par Hortefeux ?**

La Provence, 28 juillet 2010

S'il n'est pas aisé de savoir combien il y a de camps et s'ils posent problème, on peut déterminer certains lieux dans les Bouches-du-Rhône, le Vaucluse et les Alpes de Haute Provence où se sont



installés des Roms et des gens du voyage ces derniers mois : à Istres, Vitrolles, dans les jardins de la fondation Vasarely à Aix-en-Provence ou à la Valentine à Marseille. Mais il y a un dossier qui soulève plus d'interrogations : les multiples squats apparus ces dernières années à Marseille qui rassemblerait un millier de Roms.

## **A Marseille, ces Roms qu'on accepte pas**

La Provence, 28 juillet 2010

En avril 2009, Martine Vassal, l'adjointe aux emplacements, se plaignait auprès d'Eric Besson de la « *situation intolérable* » créée par les Roms de Marseille. Une attitude qui ulcérait Philippe Rodier (Médecins du Monde) qui parlait d'une communauté « *ouvertement stigmatisée* ». Il y aurait 2000 Roms à Marseille disséminés dans des dizaines de squats bondés, régulièrement évacués et qui se reconstituent plus loin. « *On a déjà survécu à Hitler et à Ceaucescu* », déclare Mislav. *Qu'est-ce que vous voulez qui nous arrive de pire ?* ». Histoire de gérer l'urgence, Michel Bourgat, adjoint au maire chargé de la lutte contre l'exclusion, a essayé de monter « un village d'intégration » dans le nord de la ville, mais a du reculer sous la pression des habitants qui refusaient « *qu'on ajoute la misère à la misère* ». Autre expérience en cours, l'installation programmée de dix familles triées sur le volet, dans les logements diffus. Michel Bourgat reconnaît que Marseille peut faire quelque chose pour 2 à 300 personnes, et rien pour les autres. Mais il refuse d'attiser le problème.

\*\*\*\*\*

## **Rhône-Alpes**

Agglomération lyonnaise

### **Le Grand Lyon fait expulser un immeuble squatté par des familles roms**

Lyon Capitale, 26 juillet 2010-07-28

Neuf familles ont été expulsées ce lundi d'un immeuble de Villeurbanne qu'elles occupaient depuis septembre 2009. Cette évacuation fait suite à une longue procédure judiciaire engagée par le propriétaire, la Communauté urbaine de Lyon. Les familles, originaires de Carassau, un village du nord-ouest de la Roumanie, sont arrivées à Lyon en 2007 et ont vécu cinq expulsions en trois ans. Certaines sont en attente d'un logement social, mais on ne leur a rien proposé.

### **Des familles roms expulsées d'un squat cours de la République**

Le Progrès, 27 juillet 2010

C'est une poignée de squatteurs que les policiers ont trouvée lors de l'expulsion de familles roms à Villeurbanne ce lundi. L'immeuble du cours de la République doit être démoli par son propriétaire, le Grand Lyon. Deux expulsions de familles roms ont déjà eu lieu à Villeurbanne en décembre dernier et plus récemment le 8 juillet.

\*\*\*\*\*

## **Saint-Etienne**

### **Huit expulsions de Roms à Saint-Etienne depuis le début de l'année**

Le Progrès, 23 juillet 2010

Ils sont actuellement 347 Roms (dont 129 enfants) sur l'agglomération stéphanoise, principalement regroupé sur le site de Montmartre. Depuis le début de l'année, cette population a connu huit

expulsions de squats. Certains se voient proposer un retour dans leur pas, mais ils reviennent régulièrement.

### **Les Roms de Saint-Etienne attendent leur dixième expulsion en sept mois**

[Le Progres.fr, 30 juillet 2010-07-31](#)

Au pied du cimetière de Montmartre , le camp des Roms de Saint-Etienne laisse entrevoir ses tôles, ses bâches en plastique et sa boue en permanence. Ils sont arrivés là le 20 mai ou le 18 juin, après une enième expulsion. Ils devront bientôt déménager pour la dixième fois : « *Je suis bien contraint de demander l'expulsion, lorsque l'occupation est illégale, même si l'aspect particulièrement difficile de leur situation fait partie de mes premières préoccupations* » concède Maurice Vincent, le maire de Saint-Etienne, Pour Marianna, une seule chose compte : « *pouvoir laisser mes enfants aller à l'école* ».

\*\*\*\*\*

## **EUROPE**

### **Hongrie**

#### **Les Roms hongrois accusés de tous les maux par l'extrême droite**

[La Croix.com, 27 juillet 2010](#)

Le parti d'extrême droit Jobbik (16% des suffrages aux élections législatives de cette année) stigmatise la population rom (6% de la population hongroise), l'accusant de faire des enfants « *pour que le facteur arrive à la maison avec un chèque* », de ne pas travailler, d'être cause d'insécurité. Et sa milice, la garde noire, défile à proximité des quartiers roms pour « *protéger les Hongrois* ». Pour les associations de défense des Roms, « la question rom » est d'abord un problème de discrimination et d'éducation. Les Roms ont été les premiers touchés par le démantèlement des régimes sociaux et le chômage. Des ghettos se sont créés dans le nord de la Hongrie, qui creusent un fossé entre les Roms et le reste de la population hongroise.

\*\*\*\*\*

### **Italie**

#### **Les Roms en Italie : la répression aboie, la caravane passe**

[Le Point.fr, 27 juillet 2010](#)

« La question rom » s'est imposée en Italie avec l'assassinat d'une Italienne par un Rom roumain en 2007. Devant l'émotion dans la péninsule, la politique s'empare du dossier. Les promesses sécuritaires sont une des clés de la victoire de Berlusconi aux législatives de 2008 comme celle de Gianni Alemanno à Rome. Fichage des enfants, rafles, expulsions, durcissement de l'internement, la répression se met en place , mais se heurte à la complexité du problème. Le fichage des enfants est condamné par l'Europe et l'ONU, les Roms de la péninsule sont soit italiens, soit européens, soit demandeurs d'asile et donc ne peuvent pas être raccompagnés aux frontières. De la ligne dure de 2008, ne reste plus que le recensement des Roms majeurs et la fermeture de certains des 600 camps présents dans le pays.

\*\*\*\*\*

### **Suisse**

#### **La police vaudoise met la pression sur les Roms**

Le Matin.ch, 20 juillet 2010

Au vu de la recrudescence des actes de mendicité, petits cambriolages et agressions dans les trains, la police cantonale a mené, avec la police ferroviaire et les garde-frontières, une opération qui a permis de mieux connaître les modes opératoires et les comportements des délinquants itinérants roms : fausses collectes de fonds dans les gares et les Intercity, mendicité et lavages intempestifs de pare-brise. Cinq Roms ont été incarcérés momentanément. Ces actes ne sont pas gravissimes, mais augmentent le sentiment d'insécurité. La pression policière a déstabilisé les Roms concernés, qui sont moins actifs dans le canton. Des échanges d'information ont eu lieu entre les forces de l'ordre romandes.

\*\*\*\*\*

## **Turquie**

### **Discrimination : la CEDH déboute un Rom**

Le Figaro.fr, 27 juillet 2010

La Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) a rejeté la plainte de Mustafa Aksu, un Turc d'origine rom, qui se plaignait que des publications financées par l'Etat contenaient des remarques et des expressions « *qui reflètent un sentiment antirom* ». La CEDH a suivi les tribunaux turcs selon lesquels « *Mustafa Aksu n'a pas été soumis à un traitement discriminatoire à cause des expressions dont il dressait la liste* ».

\*\*\*\*\*

## **CULTURE**

### **Lodève. Kutjim Pacaku (Kosovo)**

Midi Libre, 21 juillet 2010

Poète, auteur d'un dictionnaire en six langues (Rrom, anglais, albanais, turc, français, serbe), musicien, journaliste, Kutjim Pacaku se produit les 23 et 24 juillet aux Voix de la Méditerranée de Lodève. Il reste pourtant réservé quant à son rôle de consultant du président du Kosovo pour la minorité des Roms et à son action en faveur des droits de l'homme.

### **Montricoux. La culture rom célébrée au château**

La Dépêche, 30 juillet 2010

Le festival tzigane qui s'est déroulé dans le cadre du château de Montricoux (Tarn-et-Garonne) a été sélectionné par le Conseil de l'Europe pour représenter la France et défendre l'identité et la situation des gens du voyage. Le festival a réuni peintres sculpteur, photographe, écrivains, luthier, vannier, conteurs, danseurs et musiciens. Les concerts réunissaient Chiquito pour le jazz manouche, Gipsy Eleguia pour le flamenco et l'exceptionnelle Lavinia Raducanu accompagnée par une formation de musiciens venus de Serbie, Hongrie et Roumanie.

### **Esma Redzepova, grande voix de la culture rom**

Le Monde, 31 juillet 2010

Considérée comme la reine de la musique tzigane, Esma Redzepova est à Paris pour un concert ce soir dans le cadre du festival Sin Fronteras. Née en 1946, à Skopje en Macédoine, fille d'un cireur de chaussure passionné de musique, elle est remarquée à 11 ans en participant à une émission de radio,

poursuit des études musicales à Belgrade avec Stevo Teodosievski. Devenue sa femme et entrée dans son groupe, elle chante les bonheurs et les misères des gens du voyage, l'ambiance des mariages et les errances de l'exil. Elle parcourt le monde, affirme avoir fait plus de 22 000 concerts et revendique un répertoire de plus de 800 chansons. Elle adopte 47 enfants des rues, dont elle fait ses musiciens. Elle a créé une ONG Rom-Esma pour défendre plus particulièrement la cause des femmes roms. Chez elle, à Skopje en Macédoine, elle est une star. Elle évoque d'ailleurs le modèle qu'a adopté la Macédoine : « *C'est le seul pays où les Roms sont reconnus. Ils y ont accès à l'éducation, à la culture et aux hautes fonctions* ».

\*\*\*\*\*